IRAK

L'armée entre dans Tikrit après 10 jours d'offensive

Les forces irakiennes sont entrées dans Tikrit mercredi pour la première fois depuis la prise de cette ville en juin par le groupe Etat islamique (EI), qui tente en Syrie voisine de contrôler une route entre les deux pays.

Lancée il y a 10 jours, l'offensive des forces gouvernementales irakiennes pour reprendre Tikrit a pris un tour nouveau avec la percée des rangs jihadistes par le nord de la ville.

Des soldats, des policiers et des membres des Unités de mobilisation populaire, une force para-militaire principalement composée de miliciens chiites, ont repris le contrôle d'une bonne partie du quartier Qadisiyah, mais la suite s'annonce délicate, a d'ores et déjà prévenu un haut gradé sous le couvert de l'anonymat.

«Nous n'avons pas face à nous des combattants au sol mais un terrain piégé et des snipers», a-t-il ajouté, une technique rodée des jihadistes étant de truffer de bombes et autres engins explosifs les villes qu'ils s'apprêtent à quitter. Les forces irakiennes n'ont pas été aidées directement dans cette bataille par la coalition antijihadistes mise sur pied par les Etats-Unis, qui mène des raids depuis août en Irak, depuis septembre en Syrie. Elles sont en revanche appuyées par l'Iran, qui soutient les milices chiites irakiennes auxquelles Téhéran aurait fourni artillerie, entraînement et «certaines informations», selon le plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey. Un ex-chef de la CIA s'est dit «mal à l'aise» de l'influence de l'Iran chiite en Irak, et «mal à l'aise de voir l'offensive contre Tikrit ressembler à une avance chiite dans une ville sunnite», sans que l'on sache si l'absence de raids directs de la coalition était liée à cette présence iranienne. Plus au sud, à 100 km de Baghdad, les jihadistes ont mené une attaque coordonnée à Ramadi, le chef-lieu de la province d'Al-Anbar où ils sont entrés il y a plus d'un an, bien avant leur fulgurante percée de juin 2014. Sept kamikazes ont fait exploser leurs véhicules piégés à travers la ville, tuant au moins 10 personnes et faisant une trentaine de blessés, selon la police. Parmi les assaillants se trouvaient un Belge, un jihadiste originaire du Caucase et un Marocain, selon des informations diffusées par des comptes pro-EI sur les réseaux sociaux. Plusieurs responsables ont affirmé que le nombre de véhicules impliqués dans l'attaque pourrait être encore plus élevé, tout en soulignant que le groupe extrémiste sunnite n'avait pas gagné de terrain dans Ramadi, partagée entre jihadistes et forces gouvernementales. «Nos forces de sécurité étaient prêtes», a salué le gouverneur d'Al-Anbar, Sohaib al-Rawi, sur les réseaux sociaux. Al-Anbar est une vaste province largement désertique mais stratégique pour l'EI car frontalière de la Syrie et peuplée en majorité de sunnites. Ses habitants n'ont pas toujours vu les jihadistes d'un mauvais œil, lassés d'être marginalisés par le pouvoir irakien dominé par les chiites depuis la chute de Saddam Hussein en 2003.

De l'autre côté de la frontière, en Syrie, l'EI a lancé une offensive majeure mercredi pour tenter de conquérir la ville kurde de Ras al-Ain (nord), frontalière de la Turquie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Ras al-Ain, située dans la province de Hassaké et qui comptait environ 50 000 habitants avant la guerre, est contrôlée par la principale milice kurde de Syrie, les YPG. Les combats ont fait des dizaines de morts dans les deux camps, selon l'OSDH qui s'appuie sur un large réseau de sources en Syrie. La ville est située à une trentaine de km de Tall Tamer, que les jihadistes veulent prendre pour s'ouvrir un corridor reliant la province d'Alep (nord) à la frontière irakienne et à Mossoul. Le nord-est de la Syrie est stratégique pour les jihadistes, offrant un passage vers la Turquie mais surtout vers l'Irak. L'EI a déclaré en juin un «califat» à cheval entre la Syrie et l'Irak. La coalition internationale s'est ainsi félicitée mardi d'avoir coupé des routes utilisées par l'EI entre ces deux pays, notamment des «voies de communication utilisées historiquement par l'EI pour envoyer des hommes et du matériel en Irak, à Tal Afar et Mossoul», deuxième ville d'Irak prise le 10 juin par les jihadistes.

Photo : DR

L'armée irakienne est parvenue à pénétrer dans Tikrit.

CÔTE D'IVOIRE

La CPI va juger ensemble l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé

La Cour pénale internationale (CPI) a annoncé hier qu'elle jugerait ensemble l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et l'ex-chef de milice Charles Blé Goudé, les deux hommes étant accusés des «mêmes crimes» lors des violences post-électorales de 2010-2011 en Côte d'Ivoire.

«La Chambre a noté que les charges confirmées contre M. Gbagbo et M. Blé Goudé découlent des mêmes allégations, à savoir des crimes qui auraient été commis au cours de quatre mêmes incidents, par les mêmes auteurs directs, qui ont ciblé les mêmes victimes parce qu'elles étaient perçues comme étant des partisans d'Alassane Ouattara», l'actuel président ivoirien, a indiqué la CPI dans un communiqué.

La procureure de la CPI avait demandé en décembre la jonction des affaires, les éléments de preuve étant «en grande partie les mêmes». «Un procès conjoint est adéquat pour garantir des procédures équitables et rapides», ont conclu les juges, qui ont donc annulé la date du début du procès dans l'affaire Gbagbo, prévue pour le 7 juillet, sans donner de nouvelle date. Un seul procès permet aussi d'éviter que des témoins doivent se présenter à la CPI à plusieurs reprises, a ajouté la Cour.

Les juges avaient décidé en décembre de juger M. Blé Goudé, confirmant quatre charges de crimes contre l'humanité contre l'ancien chef des «jeunes patriotes», mouvement pro-Gbagbo. L'ancien président est accusé d'avoir fomenté une campagne de violences pour tenter — en vain — de conserver le pouvoir à l'issue de l'élection présidentielle de novembre 2010, qui avait opposé M. Gbagbo au président actuel Alassane Ouattara, finalement sorti vainqueur de cette crise.

Plus de 3 000 personnes avaient été tuées durant les cinq mois qu'ont duré les violences. Surnommé «le général de la rue» pour sa capacité à mobiliser les foules, Charles Blé Goudé est accusé d'avoir «œuvré étroitement avec Laurent Gbagbo et d'autres membres de son entourage immédiat» pour exécuter un plan commun dont le but était de conserver le pouvoir.

L'épouse de Laurent Gbagbo, Simone, a été condamnée dans la nuit de lundi à mardi à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour ses responsabilités dans la crise. Aucun membre du camp Ouattara n'a encore été inquiété par la CPI.

TURQUIE

La police disperse des manifestations en hommage à un adolescent mort en 2014

La police est intervenue mercredi dans plusieurs villes de Turquie pour disperser des rassemblements à la mémoire d'un adolescent mort il y a un an, devenu un emblème des opposants au régime islamo-conservateur du Président Recep Tayyip Erdogan.

A Istanbul, des affrontements ont opposé les forces de l'ordre, qui ont usé de grenades lacrymogènes et de canons à eau, à des groupes de militants d'extrême gauche armés de pierres et de cocktails Molotov dans le quartier d'Okmeydani, dont la victime, Berkin Elvan, était originaire, ont constaté des photographes de l'AFP.

Selon les médias turcs, quelques manifestants ont par ailleurs été arrêtés dans la plus grande ville de Turquie alors qu'ils tentaient de se réunir devant le parc Gezi.

La destruction annoncée de ce jardin public proche de l'emblématique place Taksim avait donné le coup d'envoi le 31 mai 2013 à une vague de protestations sans précédent qui avait fait tanguer le régime au pouvoir depuis 2002.

Dans la capitale Ankara, la police a repoussé mercredi avec des canons à eau quelques centaines de personnes qui réclamaient justice pour la victime. Onze d'entre elles ont été interpellées, a rapporté la presse locale. Des manifestations se sont déroulées dans une vingtaine de villes, selon la presse.

Agé de 15 ans, ce jeune homme avait été grièvement blessé à la tête en juin 2013 par un tir de grenade lacrymogène alors qu'il sortait chercher du pain pendant une intervention de la police dans son quartier. Sa mort le 11 mars 2014, après un coma de 269 jours, avait fait spontanément descendre dans les rues de toutes les grandes villes de Turquie des centaines de milliers de personnes qui ont dénoncé le gouvernement du Premier ministre de l'époque Recep Tayyip Erdogan, aujourd'hui chef de l'Etat. Le cas de Berkin Elvan est devenu un symbole de la violente répression exercée par le pouvoir en 2013 et celui de la dérive autoritaire que lui reprochent ses détracteurs. M. Erdogan l'avait publiquement qualifié de «terroriste».

Au moins huit personnes ont été tuées, plus de 8 000 blessées et des milliers d'autres arrêtées, selon les bilans des ONG de défense des droits de l'Homme. Aucun policier n'a pour l'heure été mis en cause dans la mort du jeune homme. Sa famille a réclamé au ministère de l'Intérieur un million de livres turques (environ 350 000 euros) de dommages et intérêts, selon l'agence de presse Dogan.

Le Parlement turc examine depuis plusieurs semaines un projet de loi très controversé qui renforce les pouvoirs de la police, notamment lors des manifestations. L'opposition a estimé que ce texte allait faire de la Turquie un «Etat policier».

ÉGYPTE

Une conférence économique pour renforcer la stature politique de Sissi

L'Égypte organise à partir de vendredi une conférence internationale visant à attirer les capitaux étrangers, mais surtout à asseoir la légitimité du président Abdel Fattah al-Sissi sur la scène internationale, comme fer de lance de la lutte contre le terrorisme.

La conférence économique est organisée sur trois jours à Charm el-Cheikh, station balnéaire de la mer Rouge, au moment où M. Sissi tente de relancer une économie mise à mal depuis la révolte de 2011 qui chassa Hosni Moubarak du pouvoir.

Aucun contrat d'envergure n'est attendu, et la rencontre revêt surtout une forte tonalité diplomatique, avec la participation, annoncée à la dernière minute, du secrétaire d'Etat américain John Kerry, et celle du chef de la diplomatie britannique Philip Hammond.

M. Kerry rencontrera M. Sissi, ex-chef de l'armée élu après avoir destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013, pour discuter de la situation en Libye et des efforts de la coalition internationale engagée contre le groupe Etat islamique (EI).

Washington, comme d'autres capitales occidentales, dénonce régulièrement la sanglante répression menée par le régime Sissi contre les partisans de M. Morsi.

Mais les Etats-Unis ont dû admettre qu'ils ne pouvaient pas se passer du mieux armé des pays arabes, au moment où l'EI gagne du terrain dans la région.

M. Sissi, qui s'affiche à la pointe de la lutte contre le «terrorisme» international, avait déjà appelé à la formation d'une «force arabe commune» pour faire face à cette menace, une initiative qui sera examinée par le sommet annuel de la Ligue Arabe prévu fin mars.

Les autorités égyptiennes ont annoncé la participation à la conférence de 80 pays et 23 organisations internationales. Selon un diplomate occidental au Caire, «le niveau de représentation politique des pays occidentaux sera scruté à la loupe», étant donné que «l'Égypte veut montrer qu'elle revient en force sur la scène internationale».

La conférence doit aussi permettre au président égyptien de projeter l'image d'un pouvoir fort qui a su rétablir la sécurité et la stabilité. «Si l'Égypte est stable (...) il s'agira du fondement le plus fort pour la stabilité de la région», a déclaré M. Sissi dans une interview lundi avec la chaîne d'information américaine Fox News.

Son objectif pourrait être contrarié par les attentats meurtriers qui secouent le pays, revendiqués par des jihadistes visant la police et l'armée.

Ces derniers jours, à l'approche de la conférence, de petites bombes rudimentaires explosent quotidiennement, généralement sans provoquer de dégâts, souvent devant des enseignes commerciales étrangères, banques, opérateurs de téléphonie mobile, hypermarchés.

Un attentat qui aurait lieu pendant la conférence, où que ce soit dans le pays, serait «un double échec» pour l'Égypte, estime le diplomate.

«Premièrement, il attirera l'attention des médias et éclipsera le sommet, deuxièmement il viendra contredire le discours affiché et le plan média de cette conférence consistant à dire que la sécurité et la stabilité ont été restaurées dans le pays», estime-t-il.